



Encouragement, Erika Hastings

A lire, à écouter, à voir et à partager

- *Les investissements dans l'agriculture pour renforcer l'agriculture familiale et les systèmes alimentaires durables en Afrique – Rapport de Synthèse*, <http://www.europafrika.info/fr/publications/les-investissements-dans-l-agriculture-pour-renforcer-l-agriculture-familiale-et-les-systemes-alimentaires-durables-en-afrique>
- *Les agriculteurs familiaux luttent pour des systèmes alimentaires durables, 2013* - <http://www.europafrika.info/fr/publications/les-agriculteurs-familiaux-luttent-pour-des-systemes-alimentaires-durables>
- Transnational Institute, *Nouvelles formes positives d'investissement à la place des acquisitions et des locations foncières à grande échelle*, 2012 http://www.tni.org/sites/www.tni.org/files/download/positive_investment_alternativesfr_0.pdf
- *HLPE, Rapport : Investir dans l'agriculture familiale pour la sécurité alimentaire*, 2013, http://www.fao.org/fileadmin/user_upload/hlpe/hlpe_documents/HLPE_Reports/HLPE-Report-6_Investing_in_smallholder_agriculture.pdf
- *Note d'information de la société civile sur le processus de consultation sur les investissements agricoles responsables*, 2012 - http://www.csm4cfs.org/files/SottoPagine/59/en_csm_agri_invest_briefing_note_oct_11.pdf (seulement en anglais)
- *Déclaration de la société civile en Afrique: À qui profite la modernisation de l'agriculture africaine?* 2013 - <http://www.acbio.org.za/activist/langs/french3.html>
- *«Nous ne croyons pas à l'investissement agricole responsable», les mouvements sociaux en Amérique latine et dans les Caraïbes discutent quels investissements sont nécessaires pour le développement rural*, 2013 - <http://www.radiomundoreal.fm/7002-no-creemos-en-la-inversion?lang=es> (seulement en espagnol)

editorial: investissements en faveur des petits producteurs agricoles

200.000 hectares de terre donnés en Côte d'Ivoire à la multinationale Louis Dreyfus pour la culture du riz à l'exportation. 70 millions de £ sterling payées par les contribuables britanniques pour développer les cultures d'OGM. Privatisation des semences dans tous les continents. Voilà juste quelques uns des projets de ces dernières années sous la bannière "investissons dans l'agriculture".

C'est pourquoi les mouvements sociaux se préparent à lancer l'une des plus grandes batailles pour l'avenir de la souveraineté alimentaire – contre la privatisation de l'investissement. Le secteur privé se présente comme étant le sauveur de l'agriculture alors que, comme le démontre cette newsletter, ce sont les petits producteurs d'aliment ou producteurs vivriers qui sont vraiment ceux qui investissent pour nourrir les populations et permettre aux ruraux de disposer de moyens d'existence. Nombreux sont ceux fascinés par l'importance primordiale des moyens de l'investissement privé, pensant par exemple que les "codes de conduite" pour poursuivre l'accaparement des terres doivent être développés, au lieu de mettre en place des règlements pour arrêter cette déprédation.

En examinant de plus près ce qui se passe en Afrique, nous voyons que l'investissement privé des entreprises est une stratégie pour i) *vendre plus d'intrants chimiques et de semences aux agriculteurs africains*, et ii) *assurer un accès à bas prix aux terres et aux ressources pour fournir les chaînes alimentaires mondiales en vue de nourrir les riches – tout en contrôlant les petits producteurs d'aliments.* Cette politique va détruire l'environnement, tuer la diversité génétique et pousser des milliers de personnes vers plus de faim.

En octobre, le *Comité mondial sur la Sécurité alimentaire* va se réunir à Rome pour discuter des principes relatifs aux *Investissements responsables en agriculture.* Nous devons faire passer haut et fort le message que tous les investissements ne sont pas pareils. Et poser les questions importantes – *Des investissements pour quel type d'agriculture? Par qui? Au bénéfice de qui?* Des paysans colombiens viennent juste de réussir à annuler la privatisation des semences en posant ce type de question. Et comme l'indiquent les voix en provenance de la base, partout, les petits producteurs vivriers vont poser ces questions.

Kirtana Chandrasekaran, *Les Amis de la Terre international*

qui sommes-nous?

Au cours des dernières années, des centaines d'organisations et de mouvements se sont engagés dans des luttes et différents types d'initiatives pour défendre et promouvoir le droit des peuples à la Souveraineté Alimentaire dans le monde. Beaucoup de ces organisations étaient présentes au *Forum International Nyéléni 2007*, au Mali, et se sentent membres d'un mouvement pour la Souveraineté Alimentaire plus large, qui considère la déclaration Nyéléni 2007 comme leur plateforme politique. **Le Bulletin Nyéléni se veut la voix de ce mouvement international.**

Organisations impliquées: Development Funds, ETC, FIAN, Focus on the Global South, Food First, Les Amis de la Terre international, GRAIN, Grassroots International, IPC pour la souveraineté alimentaire, La Via Campesina, La Marche mondiale des femmes, Oxfam Solidarité, Radio Mundo Real, le Forum mondial des travailleurs de la pêche, VSF-Justicia Alimentaria Global.

il est temps d'agir pour
la souveraineté alimentaire !

En 2012, le *Comité des Nations Unies de la Sécurité alimentaire mondiale (CSA)* a décidé de lancer une consultation sur les principes d'investissement responsable dans l'agriculture. Déjà en 2010, la Banque mondiale avait tenté que ses *Principes pour un investissement responsable dans l'agriculture (PRAI)* soient adoptés par le CSA, mais ils furent rejetés par les gouvernements, en partie du fait de la pression des mouvements sociaux présents lors de la réunion. Les organisations de producteurs vivriers, en tant que mouvement social, estiment qu' "investir" se réfère à l'amélioration de l'investissement pour et par les petits producteurs d'aliments. Ils sont déjà à l'origine de la plus grande partie des investissements dans la production. Pour autant, le secteur privé à la recherche de profits et les grandes entreprises souhaitent mettre en place des principes derrière lesquels ils peuvent se dissimuler pour justifier leurs investissements à grande échelle dans les plantations, l'agriculture industrielle, l'accaparement des terres et la production à l'exportation. Ils souhaitent mettre la main sur la production agricole autant que possible et par là détruire la production de l'agriculture paysanne. **Une importante bataille se trouve devant nous!** En 2014, une négociation aura lieu au CSA entre les gouvernements avec la participation des organisations sociales mais également du secteur privé dans le but de définir les "principes CSA" sur l'investissement. Durant la période de ces négociations, une consultation va se dérouler à laquelle toutes les parties prenantes peuvent participer. *Les organisations sociales et de petits producteurs vont organiser leurs contributions par le truchement du Mécanisme de la société civile (CSM) et débattons de leurs positions sur ces négociations lors du Forum du CSA les 5 et 6 octobre.* Pour plus d'information: www.csm4cfs.org

encadré 2 Régulation de l'accaparement des terres: de qui est l'agenda?

Alors que les appétits des grandes entreprises pour contrôler de vastes étendues de terres agricoles – soit comme actifs financiers spéculatifs ou pour produire des matières premières pour les marchés mondiaux – continuent à se déchaîner, les gouvernements continuent à les encourager. **L'investissement agricole est en plein essor.** Depuis le déclenchement de la crise financière en 2008, les investisseurs et les spéculateurs se sont tournés vers l'agriculture, en particulier les terres arables, comme étant une nouvelle source de profits. La crise alimentaire mondiale a également incité les gouvernements à se mobiliser en faveur de ces tout nouveaux investissements en agrobusiness, au motif d'alimenter leurs populations croissantes et de baisser la facture des importations d'aliments. (page 3)

sous les feux de la rampe



L'investissement dans l'agriculture: Où, comment et au bénéfice de qui?

Après avoir été négligé pendant des décennies, l'investissement dans l'agriculture est de nouveau à l'ordre du jour au niveau mondial. **Il est largement reconnu que l'investissement dans l'agriculture paysanne est fondamental** à l'heure de traiter le problème persistant de la faim et de la pauvreté. Or, pour obtenir des gains réels, *il est nécessaire que cet investissement se fasse en faveur des petits producteurs vivriers et de la souveraineté alimentaire.*

Soixante-dix pour cent des pauvres dans le monde vivent en milieu rural où les communautés dépendent de l'agriculture. C'est également dans ces zones rurales que vivent la plupart de ceux qui souffrent de la faim. **L'agriculture y joue un rôle multifonctionnel** – elle ne fournit pas simplement de la nourriture mais aussi des moyens de subsistance, une bonne gestion des ressources partagées et une résilience aux chocs du monde extérieur tels que l'instabilité des prix ou le changement climatique. C'est donc là que les stratégies d'investissement doivent être ciblées. Selon un rapport du Groupe d'experts de haut niveau des Nations Unies sur les investissements, il a été trouvé que, bien qu'ayant été mis en péril pendant des décennies à cause de politiques menées par des institutions telles que la *Banque mondiale* et l'*Organisation mondiale du commerce*, **l'agriculture paysanne et familiale continue à être l'une des formes d'agriculture la plus productive et la plus résiliente, avec un potentiel permettant de réduire la pauvreté trois fois plus important que tout autre secteur**¹.

Il s'agit également de la plus grande source actuelle d'investissements en agriculture. Un rapport de la FAO, en date de 2012, indique que les paysans dans les pays à revenus faibles ou moyens (qui sont principalement des petits producteurs) **investissent plus de 170 milliards de \$ par an dans leurs fermes** – soit trois fois plus que toutes les autres sources d'investissements combinées. Ceci est dû au fait que l'investissement ne concerne pas uniquement l'argent – les paysans et petits agriculteurs entretiennent et constituent des sols fertiles, sélectionnent et reproduisent des semences, construisent des infrastructures pour la production et le stockage, et fournissent chaque jour plusieurs autres investissements essentiels. Mais de plus, le rapport a aussi prouvé que les **investissements des paysans surpassent de loin les dépenses pour l'agriculture faites par les bailleurs de fonds internationaux et les investisseurs privés étrangers**².

En suivant cette logique, les flux financiers étrangers et les investissements attrayants provenant de pays donateurs riches, de grandes entreprises ou de financiers devraient être considérés comme marginaux dans les stratégies d'investissement des pays. La principale condition devrait être de mettre en œuvre **des politiques qui encouragent et permettent aux paysans et petits agriculteurs d'investir en eux-mêmes et dans leurs moyens d'existence.**

Les agriculteurs doivent faire face à de nombreuses contraintes dans leur capacité à investir, y compris la difficulté d'accès au crédit, l'insécurité foncière, des prix de marché trop bas pour leurs produits (qui ne couvrent même pas les prix de production) et des limitations croissantes pour l'accès aux semences. Dans de nombreux pays, **les politiques sont largement discriminatoires envers les paysans et paysannes et les petits agriculteurs**, par le biais, par exemple, de subventions en faveur des grandes exploitations ou par des accords de libre échange qui permettent des importations à bas prix.

Ironiquement, plusieurs projets en cours, souvent annoncés comme des investissements en agriculture, ne sont en réalité *qu'une attaque de plus à l'encontre des paysans et de leurs investissements.* L'expansion récente, partout dans le monde, des investissements privés à but lucratif dans des plantations industrielles, ainsi qu'à grande échelle dans l'achat de terres, est en train de détruire l'agriculture paysanne durable et la sécurité alimentaire, et finissent par accaparer les ressources naturelles.

Investir dans une agriculture pour assurer le **droit à l'alimentation, protéger et renouveler l'environnement au lieu de le détruire**, cela exige des politiques d'investissement qui *sécurisent le foncier et les ressources naturelles, améliorent l'accès aux marchés locaux et régionaux tout en ayant des politiques publiques qui aident les petits producteurs à s'épanouir.*

Certaines Organisations de la société civile (OSC) cherchent à voir comment créer un modèle d'investissement où les capitaux (*privés ou publics*) puissent être mis à disposition des paysans et petits agriculteurs tout en préservant leur autonomie et en s'assurant que ces investissements leur fourniront des bénéfices à long terme.

Quoiqu'il en soit, **les mouvements sociaux ont besoin de s'assurer que le discours sur les avantages des investissements privés à grande échelle ne demeure pas incontesté.** Cela signifie qu'il faut se rassembler pour partager nos connaissances et nos expériences, remettre en question le modèle d'investissement agricole à long terme des bailleurs de fonds, des gouvernements et des institutions.

1 - *Investir dans l'agriculture paysanne pour la sécurité alimentaire* http://www.fao.org/fileadmin/user_upload/hlpe/hlpe_documents/HLPE_Reports/HLPE-Report-6_Investing_in_smallholder_agriculture.pdf
2 - *La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture*, <http://www.fao.org/publications/sofa/2012/fr/>

Stop à l'offensive des grandes entreprises en Afrique!

Nulle part ailleurs, la menace due à l'offensive des investissements privés à but lucratif en agriculture est plus évidente qu'en Afrique où, **sous le couvert d'alimenter l'Afrique** et d'y augmenter les investissements, une multitude d'initiatives sont en cours visant à **détruire les petits producteurs vivriers et à livrer les ressources africaines aux entreprises du secteur privé**. Ces initiatives portent divers noms – *L'Alliance pour une révolution verte en Afrique (AGRA)*, *Corridors pour la croissance agricole en Afrique*, *la Nouvelle alliance pour la sécurité alimentaire et la nutrition du G8*, *l'Initiative alimentaire pour l'avenir*, *la Fondation Bill Gates* – mais la stratégie sous-jacente est la même. Elles cherchent à convertir des millions d'hectares de terres agricoles, cultivées par les paysans, en plantations industrielles. La terre, les semences, l'eau, les forêts et la production alimentaire **sont alors contrôlées par les multinationales dont l'objectif est d'en tirer le maximum de profits et non la souveraineté alimentaire**.

Dans son dernier rapport, AGRA a ouvertement rejeté les préoccupations des mouvements sociaux africains concernant les cultures d'OGM en estimant qu'il s'agissait d'une "farce" et de la "peur de l'inconnu". Ils ont fait pression en faveur de nouveaux régimes de semences qui ne permet pas les échanges de semences entre paysans¹. En investissant des millions de dollars, comme la *Fondation Bill & Melinda Gates* (un bailleur de fonds important d'AGRA), dans Monsanto, et avec ce chassé-croisé entre les bailleurs de fonds et les multinationales, l'agenda d'AGRA s'incline en faveur de l'agriculture industrielle.

Les Corridors pour la croissance agricole ont pour but de créer des infrastructures spécifiques destinées à l'agriculture commerciale et sont conçus par la douzaine des plus importantes multinationales mondiales dans le secteur des pesticides, des OGM, des engrais et de l'agroalimentaire, toutes essayant de tirer des profits meurtriers des nouveaux marchés africains². La *Nouvelle alliance du G8* force les gouvernements africains à modifier leurs politiques nationales pour avoir accès aux financements, par exemple en « cessant systématiquement de distribuer des semences gratuites, non améliorées [non-commerciales] aux paysans, sauf en cas d'urgence », et en « affinant la loi foncière, si nécessaire, dans le but d'encourager la location foncière à long terme³ ». Les pays donateurs comme les USA, la Grande-Bretagne et les pays du G8 **font la promotion de ces projets auprès des leaders africains aux plus hauts niveaux, tout en remettant en cause les initiatives démocratiques** de certains pays africains pour traiter le problème de la faim, telle la *déclaration de Maputo* pour augmenter les dépenses publiques en agriculture et mettre en place des politiques agricoles régionales en Afrique de l'Ouest.

Or, les mouvements sociaux se mobilisent pour demander des comptes à leurs gouvernements et réclament une rupture radicale avec les politiques déficientes du passé. *L'Alliance pour la Souveraineté alimentaire en Afrique*, comprenant des groupes environnementaux, des organisations de paysans, de la justice sociale, de développement, religieuses, de femmes et de jeunes provenant de 50 pays africains, a organisé une réunion en vue d'identifier les menaces et d'élaborer un plan d'action pour obtenir la souveraineté alimentaire en Afrique. Dans une déclaration, ces mouvements africains **ont identifié la plupart des projets comme étant une "nouvelle vague de colonialisme"** fondée sur l'accès aux ressources; un flux de royalties quittant l'Afrique tout en permettant aux grandes entreprises l'accès à de nouveaux marchés pour leurs produits. Ils mettent en garde que même le *Programme détaillé pour le développement de l'agriculture africaine* (PDDAA) est un instrument de compromis, négocié sous une très forte pression de la part des gouvernements néolibéraux.

Un plan pour arriver à la **souveraineté alimentaire** en Afrique devrait donner la priorité aux petits producteurs d'aliments produisant pour les marchés locaux et informels en utilisant des techniques agroécologiques durables et à faible niveau d'intrants y compris les cultures intercalaires, le composte produit à la ferme, les systèmes associés (élevage, cultures et arbres). **Il s'agit de donner une importance capitale à l'agriculture et aux connaissances mais sans l'intervention des entreprises cherchant à privatiser ce patrimoine collectif. Les stratégies d'investissement doivent être publiques, participatives et sans but lucratif⁴.**

1 - <http://reliefweb.int/report/world/african-agriculture-status-report-2013>

2 - http://www.econexus.info/sites/econexus/files/African_Agricultural_Growth_Corridors_&_New_Alliance_-_EcoNexus_June_2013.pdf

3 - <http://www.theguardian.com/global-development/poverty-matters/2013/jun/07/g8-new-alliance-flawed-project>

4 - <http://www.acbio.org.za/activist/index.php?m=u&f=dsp&petitionID=3>

D'autre part, la crise du climat a aussi encouragé une vague d'investissements dans les agrocarburants. Une grande partie de cette nouvelle offensive d'investir de l'argent dans des projets agricoles – depuis les énormes monocultures de riz en Tanzanie jusqu'aux plantations de palmiers à huile en Colombie – provient du secteur privé: *les géants de l'agrobusiness, les multinationales de semences ou de produits agrochimiques, les fonds d'investissement, les banques, les fonds de pension, les fonds souverains, les traders en matières premières et les sociétés du secteur de l'énergie*. Il ne faut donc pas être surpris que l'agenda visant à "réglementer" ces investissements soit également guidé par leurs intérêts. Lorsque la *Banque mondiale* (BM) a réalisé l'ampleur de ce nouveau phénomène explosif que constitue l'accaparement des terres, elle a établi une série de principes dénommés *Principes d'investissement responsable dans l'agriculture* (PRAI en anglais) et a obtenu que l'organisation des *Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture* (FAO) et le *Fonds international de développement agricole* (FIDA) y souscrive. Les PRAI ont été bloqués par le *Comité de la sécurité alimentaire mondial* (CSA) et, de son côté, le CSA a débuté sa propre consultation sur les questions d'investissements en tant qu'alternative; ce processus s'étendra sur 2 ans, 2013-2014.*

Pour l'heure, la *Nouvelle alliance puissante pour la sécurité alimentaire et la nutrition du G8* ainsi que l'AGRA (*Alliance pour une révolution verte en Afrique*) poussent dans la même direction, *ouvrant le secteur paysan aux investissements privés et aux cultures à grande échelle. Aucune de ces initiatives ne vise à stopper les transactions foncières. Ces principes, ou règles non contraignantes, seront uniquement utilisés pour "camoufler" les transactions foncières ou, éventuellement, en limiter partiellement les impacts dévastateurs. De même, les Directives volontaires pour une gouvernance responsable des régimes fonciers* récemment adoptées ne changeront rien si elles ne sont pas intégrées dans une législation nationale contraignante visant à stopper ces pratiques.

En attendant, le secteur privé continue à bouger pour son propre compte. Certains des fonds de pension les plus importants, pratiquant l'accaparement des terres, se sont réunis l'année dernière et ont élaboré leurs propres *Principes pour un investissement responsable dans les terres agricoles*. Des banques, des gestionnaires d'actifs et des fonds d'investissement ont fait de même. *Pour eux, ces directives internes, pour ce qu'ils appellent des acquisitions de terres arables, ne sont que des bonnes pratiques commerciales.* Ils établissent leurs propres normes en vue de protéger leur

réputation et de bien gérer les risques. Comme nous l'avons vu, **les gouvernements ne sont aucunement intéressés à stopper l'accaparement des terres.** Les Européens déclarent vouloir agir de façon plus éthique, alors que les Etats africains souhaitent clairement que les investisseurs viennent chez eux. Ce sont les grandes entreprises qui décident de l'ensemble de l'agenda. Ce sont elles qui font les investissements et contrôlent les fonds. C'est pourquoi il est temps de réglementer l'accaparement des terres, il s'agit de prendre les choses en main et de ne pas s'endormir.

* Voir Encadré 1. Au CSA, les PRAI de la Banque mondiale se sont heurtés à une certaine résistance de la part de plusieurs gouvernements, résultat d'un travail de lobbying par les Organisations de la société civile. Malgré tout, la BM et le FIDA continuent à utiliser leurs PRAI et mènent des "études pilotes" dans plusieurs pays pour démontrer que leurs principes fonctionnent. *Pour plus de détails, voir GRAIN, "Un investissement agricole responsable?", Août 2012 (<http://www.grain.org/e/4564>) et GRAIN "Le G8 et l'accaparement des terres en Afrique", Mars 2013 (<http://www.grain.org/e/4663>).*

L'écho des campagnes 1

Je ne vais pas gâcher ma terre

Andrea Murinda, paysan, Kalangala, Lac Victoria, Ouganda

Le gouvernement ougandais, ainsi que les grandes multinationales, Wilmar International et BIDCO, sont en train de développer des plantations de palmiers à huile sur les îles vierges au Kalangala, Lac Victoria. De grands propriétaires sont constamment à la recherche de terres à vendre ou à louer à la compagnie. La terre appartenant à tous et le droit à la terre sont sous contrôle.

Je m'appelle Andrea Murinda et j'ai 70 ans. Je vis sur ma terre avec ma femme, nous vivons ensemble depuis 40 ans. Je suis né sur cette terre, tout comme mes grands-parents et mes parents. J'ai des enfants et des petits-enfants, et tous nous vivons de cette terre. Nous possédons deux acres et demi, - soit un peu plus d'un hectare-, que j'utilise pour produire notre nourriture et en tirer un peu d'argent afin de payer les frais de scolarité des enfants. J'espère qu'à l'avenir nos enfants reviendront pour y vivre. Mais si je détériore cette terre, si je plante d'autres cultures, ma terre sera abîmée et mes enfants ne pourront plus en tirer profit. Voilà pourquoi je ne veux pas y planter des palmiers à huile. Ces arbres prennent trop de temps pour pousser et leurs racines s'étalent trop... Où la prochaine génération va-t-elle faire pousser des cultures vivrières si la terre est détériorée? Je ne veux donc pas cultiver des palmiers sur ma terre...juste du manioc, des pommes de terre, aubergines et légumes verts. Toutes ayant une courte période de culture qui n'affecte pas la fertilité du sol. Ce n'est pas le cas des palmiers à huile, cela nous coûterait de l'argent au départ et, pendant toute la période de maturation, nous n'aurions plus le moyen de gagner de l'argent. Cette terre m'a aidé à vivre, j'y ai vécu pendant 70 ans et mes ancêtres pendant plus de 200 ans. Nous sommes chez nous, nos morts y sont enterrés. Je suis ici avec ma femme et mes petits-enfants. **Si j'abîme ma terre, où allons-nous faire pousser nos aliments? Si nous plantons des palmiers, mes petits-enfants ne pourront plus cultiver la terre pour se nourrir.**

Vidéo à l'adresse <http://www.foei.org/en/media/resources-for-journalists/uganda-oil-palm-plantations/videos#more>

Accaparement des terres pour l'agrobusiness au Mozambique: Déclaration de l'UNAC sur le Programme ProSavana

<http://viacampesina.org/en/index.php/main-issues-mainmenu-27/agrarian-reform-mainmenu-36/1321-land-grabbing-for-agri-business-on-mozambique-unac-statement-on-the-prosavana-programme>

L'écho des campagnes 2

Fous mais sages

Marta Di Pierro, Coop. Agricoltura Nuova, Rome, Italie (membre d'AIAB et d'ECVC)

Il y a 35 ans, un groupe d'étudiants et de jeunes chômeurs ont décidé de s'opposer à la mise en œuvre de l'Agro Romano – dans une vaste région campagnarde s'étendant vers le sud au-delà de Rome. Ensemble, ils occupèrent un terrain du domaine public qui devait servir à la construction de l'édifice et ont commencé à le cultiver. A l'époque, ce n'était que l'une parmi tant d'autres de terres arables non cultivées: sur le site se trouvaient deux bâtiments et des abris à reconstruire et beaucoup de travail a été nécessaire pour maintenir l'occupation et obtenir une ferme qui fonctionne. *Ils ont donc constitué une coopérative dont l'objectif principal était de créer des emplois et ont pris trois décisions importantes: qu'ils ne travailleraient que des terres publiques, qu'ils toucheraient un salaire pour leur travail et que le reste des revenus de la coopérative seraient réinvestis dans la ferme.* Tous ces jeunes ont maintenant plus de 60 ans et continuent à cultiver ces terrains publics donnant du travail à environ 50 personnes. Peu à peu c'est devenu une réserve de nature. Le groupe continue à penser qu'investir dans l'agriculture – tant en argent qu'en temps – a une importance capitale. La terre produit un large éventail de produits alimentaires et abrite l'une des fermes les plus multifonctionnelles de toute l'Italie. Parallèlement, ils aident à la constitution de nouvelles coopératives, comment occuper des terres agricoles publiques laissées à l'abandon en vue de créer une multitude de fermes paysannes multifonctionnelles. Ensemble, ils font pression sur le gouvernement pour "donner une chance à l'agriculture". *Lorsque le projet a été lancé, on aurait pu croire qu'ils étaient fous mais ils ont prouvé qu'ils étaient sages – et selon moi, certainement plus sages que le gouvernement.*

L'écho des campagnes 3

L'Etat colombien soutient le pillage des ressources naturelles

Luzmila Ruano Gaviria, Coordinatrice nationale pour l'agriculture, Via Campesina Colombie, Région administrative de Nariño, au Sud-ouest de la Colombie

La Région administrative de Nariño en Colombie, ayant une frontière avec l'Equateur, se caractérise par de très petites propriétés agricoles. Dans cette région, nous devons endurer *la production de palmiers à huile et le pillage de nos ressources naturelles, par exemple par l'abatage des arbres.* L'exploitation des forêts est aux mains d'entreprises au capital étranger, alors que l'investissement dans les plantations de palmiers est surtout le fait d'entreprises nationales et même encouragé à grande échelle par l'Etat colombien. *Ce qui entraîne l'expropriation des familles, surtout des familles noires, appartenant au Processus des communautés noires de la région.* Dans la région du centre, nous devons faire face aux exploitations minières et énergétiques, en particulier de mines d'or. A ce jour, 70% de la surface de la région est cédée en concessions aux multinationales, en autres à l'Anglo Gold Ashanti et à la Colombia Gold qui cherchent à nous prendre nos terres. Nos pays se trouvent dans la ligne de mire à cause de leurs ressources naturelles. *Mais nous sommes des êtres humains voulant défendre nos terres, et personne n'en tient compte. Il nous faut donc lutter contre ce modèle d'exploitation qui nous a menés aux crises, alimentaire et climatique. Ni le capital, ni les théories néolibérales ne reconnaissent les groupes ethniques: les peuples autochtones, les paysans et les noirs ne sont pour eux qu'une simple nuisance.*

abonnez-vous
www.nyeleni.org

en ligne!

Aidez nous à construire le mouvement pour la Souveraineté Alimentaire

Chaque contribution compte: Soutenez le bulletin Nyéléni.

Banque: BANCA POPOLARE ETICA SCARL
Bénéficiaire: Asociación Lurbide –
El Camino de la Tierra
IBAN: IT76 J050 1812 1010 0000 0134 009
BIC/SWIFT: CCRTIT2T84A

Le monde en paroles

Le Prix de la Souveraineté alimentaire: Antidote à la débâcle du Prix mondial de l'alimentation

Vous souvenez-vous de l'annonce pour le Prix mondial de l'alimentation de cette année? En juin dernier, trois scientifiques de grandes multinationales ont été récompensés pour mener une recherche originale sur le gène de transfert entre l'agrobactérium et les plantes. Bien qu'un peu ancienne, leurs découvertes (et la loi sur les brevets) ouvre la voie de la biotechnologie à l'ingénierie des OGM. (...) Le prix mondial de l'alimentation de cette année a également été une célébration sans réserve et exclusivement des multinationales. En effet, les lauréats sont Mme Chilton et Mr Fraley vice-présidents respectivement de Syngenta et Monsanto ; le troisième étant, Marc Van Montagu, fondateur et président de l'Institut belge pour la recherche en biotechnologie des plantes. (...) Maintenant dans sa cinquième année, le Prix de la Souveraineté alimentaire est l'antithèse du Prix mondial de l'alimentation. Cette année, les lauréats du Prix de la souveraineté alimentaire ont été, le Groupe des 4 d'Haïti et la Brigade Dessalines d'Amérique du Sud, une alliance des quatre plus grandes organisations paysannes de Haïti (représentant plus de 250.000 paysans haïtiens) et d'une délégation de leaders et agro-écologistes d'Amérique du Sud dont le nom provient du leader haïtien indépendantiste au XIXème siècle, Jean Jacques Dessalines. Ils ont travaillé ensemble pour la conservation des semences créoles haïtiennes, pour le développement rural et pour les projets d'aide aux sinistrés du tremblement de terre aux communautés les plus pauvres. Les membres du Groupe des 4 a fait l'objet des gros titres en 2010 lorsqu'ils ont menacé de brûler des sacs de semences offerts par Monsanto, s'opposant à l'affirmation de l'industrie que seuls les consommateurs privilégiés du Nord rejettent leurs produits. Les deux prix reflètent les points de vue profondément différents sur les causes de la faim dans le monde. Ils présentent également des points de vue diamétralement opposés quant à la façon d'obtenir un meilleur monde. L'article complet se trouve : http://www.huffingtonpost.com/eric-holt-gimenez/the-food-sovereignty-prize_b_3782818.html

Aujourd'hui en Colombie: la grève des paysans

Depuis le 18 août, plus de 200.000 paysans et paysannes colombiens, ainsi que des travailleurs des transports et des mineurs, se sont mobilisés contre les politiques mises en œuvre par le gouvernement de Juan Manuel Santos. Les personnes qui fournissent la nourriture à la nation ont dit "basta!" [Ça suffit] et ont lancé un mouvement de grève dans le secteur agricole. Ce mouvement a été fortement réprimé par les forces de l'ordre. Par cette grève, le secteur de l'agriculture veut manifester son ras-le-bol et dit "basta" au manque d'investissement dans les services publics destinés aux populations rurales, "basta" à la baisse des revenus, "basta" au fait que 77% des terres sont aux mains de 13% de la population et "basta" à la privatisation des semences. Il y a trois ans, 970 résolutions ont été votées, ce qui eu pour conséquence qu'en 2011, 1.167.225 kilos de semences furent confisquées aux paysans et détruites par l'ICA (Institut de l'agriculture colombien) au motif qu'elles n'étaient pas enregistrées. Les plantes affectées comprenaient des pommes de terre, du maïs, du blé, des pois et des haricots. La lutte des Colombiens est une lutte concernant le monde entier. Ils se battent contre les conséquences sauvages de ce nouvel ordre pour la production alimentaire qui se fait en faveur des multinationales et des banques. C'est un système qui convertit les aliments en matière première ou en valeurs boursières, excluant complètement le rôle des paysans. Il s'agit d'un nouvel ordre qui s'est développé grâce à la dérégulation et à la mondialisation des marchés pour les produits alimentaires. Et ceci a été rendu possible par les traités de libre échange soutenus par les USA et l'Europe. Tout porte à penser que la prochaine étape de la lutte se déroulera en Europe, alors que l'UE et les USA sont en train de négocier le plus grand traité de libre échange de l'histoire. L'agriculture est l'une des questions clés de ce traité.

* Pour le moment, ils essaient d'amender la résolution 970. Vous pouvez visionner un documentaire sur cette résolution 970, intitulé 'Colombia 970' sur: http://www.youtube.com/watch?feature=player_detailpage&v=kZWAqS-EI_g L'article complet en espagnol se trouve: <http://www.lamarea.com/2013/08/27/hoy-es-colombia-el-paron-de-los-campesinos/>

Les OGM de Monsanto bannis de l'Europe

Il ne s'agit pas d'une totale capitulation, ce n'est qu'un léger recul, mais ils vont essayer de frapper plus fort à l'avenir. L'annonce de Monsanto

du retrait de ses applications en cours dans l'UE pour la culture d'OGM doit être saluée avec prudence, car ce n'est pas la fin des ambitions de Monsanto en Europe. Jose Manuel Madero, président de Monsanto pour l'Europe, a déclaré au Financial Times qu'ils allaient "concentrer leurs efforts pour obtenir l'approbation de l'UE en vue d'augmenter le montant des aliments [OGM] pour animaux – importés du Brésil, de l'Argentine ou d'ailleurs..." (...) Les réglementations autorisent déjà l'importation en Europe d'aliments OGM destinés au bétail et ne faisant pas l'objet d'un étiquetage spécifique. (...) Monsanto va sans doute resserrer son emprise sur le marché conventionnel européen des semences. Environ 60% des variétés de semences de légumes et de fruits de l'UE sont propriété de la multinationale. <http://www.gmeducation.org/government-and-corporations/p213451-monsanto%27s%20gm%20re-treat%20from%20europe%3A%20don%27t%20believe%20a%20word.html>

La Déclaration sur les Droits de paysans et des paysannes: Fort soutien mais également des résistances

La première session du groupe de travail intergouvernemental responsable de rédiger l'avant-projet de la Déclaration des Nations Unies sur les Droits humains des paysans et autres personnes travaillant dans les zones rurales a eu lieu dans le cadre du Conseil des droits de l'homme du 15 au 19 juillet 2013. Le mouvement paysan international, La Via Campesina, ainsi que d'autres organisations de la société civile réclament, depuis de nombreuses années, aux Nations Unies d'adopter une déclaration sur les droits des paysans et des paysannes. (...) Alors qu'une majorité de pays appuie la déclaration, d'autres, particulièrement les Etats-Unis et plusieurs pays membres de l'UE, ont décidé de ne pas engager les négociations. Ils évoquent des questions de procédures et sont préoccupés par le fait que de nouveaux droits pourraient voir le jour. Ils émettent également des doutes quant à la nécessité d'un instrument pour protéger les paysans en particulier. Et ceci, en dépit du fait que, pendant deux jours, des experts reconnus et des représentants des organisations paysannes et d'autres organisations de petits producteurs vivriers aient présenté des preuves écrasantes de l'importance des paysans pour nourrir le monde et de la discrimination brutale dont est l'objet la population rurale. - La prochaine session du groupe de travail aura lieu en 2014. Entre temps, la Bolivie assume la présidence et va organiser des consultations informelles avec toutes les parties prenantes, y compris les gouvernements, les organisations paysannes et autres organisations de la société civile, qui serviront de base aux futures négociations. L'article complet se trouve: <http://www.fian.org/news/article/detail/much-support-but-also-resistance-to-a-un-declaration-on-the-rights-of-peasants/>

Protestations en Equateur contre la décision d'ouvrir le Parc national de Yasuni à l'exploitation pétrolière

Le 16 août dernier, le président de l'Equateur, Rafael Correa, a approuvé un forage pétrolier dans le parc national de Yasuni, ce qui signifie la liquidation d'un fond en fidéicomis innovateur qui aurait permis de conserver ce trésor de la biodiversité. L'Initiative Yasuni-ITT était une proposition faite en 2007 par le gouvernement équatorien pour empêcher, pour une durée indéterminée, l'exploitation des réserves pétrolières des champs pétrolifères de Ishpingo-Tambococha-Tiputini (ITT) du parc national de Yasuni, en échange d'un engagement de la communauté internationale de verser la moitié de la valeur des réserves soit 3,6 milliards d'US\$ pour une période de 13 ans. Le but de cette initiative était de conserver l'extraordinaire biodiversité du parc, de protéger les populations autochtones qui y vivent dans un isolement volontaire et d'éviter les gaz à émission de serre. Or, l'Initiative Yasuni-ITT n'a attiré qu'un investissement de 13,3 millions d'US\$ au lieu des 3,6 milliards d'US\$ dont l'Equateur avait besoin pour compenser ses pertes de revenu pétrolier. La semaine suivante, après cette annonce, la Confédération des Nationalités Indigènes (CONAIE), la Confédération des Peuples de nationalité Kichwa (ECUARUNARI), la Confédération des Etudiants universitaires et des mouvements écologistes tels qu'Action Ecologique ont présenté une proposition de référendum au Tribunal constitutionnel. Ils ont besoin de recueillir 584.000 signatures – 5% des votants enregistrés dans ce pays de 15 millions d'habitants – pour appuyer la pétition. En effet, le gouvernement a violé l'article 57 de la constitution interdisant les activités extractives dans les territoires des populations isolées. Selon le Fond Yasuni-ITT, 78% des Equatoriens sont contre les forages dans le parc. Cf: <http://www.ipsnews.net/2013/08/civil-society-calls-for-vote-on-drilling-in-ecuadors-yasuni-park>